



Syndicat CGT Air France

Le Dôme - Bât.5 - 1^{er} étage - CP 10909 - 95731 Roissy CDG Cedex
Tél. : 01 41 56 04 08 / 01 41 56 04 11 Fax : 01 41 56 04 19
<http://www.cgtairfrance.com> - Courriel : contact@cgtairfrance.com

N° 02 - Roissy - Janvier 2012

Une direction injuste, un gouvernement complice

Deux semaines après les annonces de la direction, la colère et l'indignation parcourent les différents secteurs de l'entreprise. Les salariés et leurs acquis sont une fois de plus désignés comme des boulets qui empêchent l'entreprise d'avancer. Ceci est vécu comme insupportable et injuste par les véritables créateurs de richesses au quotidien.

Qui ment ? L'ancienne équipe dirigeante ou la nouvelle ?

- Rappelez-vous le temps où Pierre-Henri GOURGEON était réélu à la tête d'Air France. C'était il y a à peine 6 mois... **Nos difficultés étaient d'ordre conjoncturel et les atouts d'Air France étaient mis en avant comme gage d'avenir.** Le discours était plutôt rassurant malgré la pression des marchés financiers qui insistaient déjà pour qu'Air France utilise des méthodes plus tranchantes, plus en phase avec le management agressif qui a été érigé en norme dans notre pays.
- Depuis l'arrivée d'Alexandre De JUNIAC, **nos difficultés sont subitement devenues d'ordre structurel et Air France n'a soi-disant plus les moyens d'assurer sa propre survie.**

Pourtant, la situation d'Air France et celle du transport aérien mondial n'a que peu évolué sur cette période, et nos avions sont toujours pleins... Sur la dernière année, que la direction présente comme catastrophique, la rubrique « Charges de personnel » n'a évolué que de 2,9 %. La vérité est donc ailleurs...

Cette différence de ton très marquée entre les discours de « la fin de règne GOURGEON » et de la « nouvelle ère JUNIAC » est révélatrice d'une technique bien connue que nous avons appelée « stratégie de l'électrochoc » dans notre tract n° 21 d'octobre dernier (disponible sur notre site internet). En clair, la nouvelle direction profite du débarquement de l'ancienne et du flottement qui s'ensuit dans l'entreprise pour imposer de nouvelles règles sociales en rupture avec tout ce que nous connaissions jusqu'ici. Le tout sur fond de discours alarmiste.

Un plan de « low-costisation » sociale sans perspective d'avenir pour l'entreprise

Ce plan baptisé « Transform » n'offre aucune perspective d'avenir aux salariés ni à l'entreprise. Tout juste à court terme celle de rémunérer les actionnaires. A l'annonce de la programmation de la casse de notre Convention d'Entreprise et des baisses de nos salaires (gel 2012-2013, gel des avancements 2011 normalement versés début 2012), l'action Air France a bondi de 7 %...

En CORSE : Suppression de 150 postes. Non application des décisions de justice requalifiant 45 CDD en CDI. Mise en place de la sous-traitance. Dénonciation des contrats d'assistance avec Air Corsica !

Ce plan est aussi dit « d'économies » (d'abstinence ?). C'est un plan de rigueur qui se décline dans chaque secteur avec le nouveau slogan de l'entreprise : « **Faire ou faire faire** ». C'est édifiant, la sous-traitance et le dumping social comme objectifs nous mèneront collectivement dans l'impasse à moyen terme.

Nous en profitons pour marteler notre revendication première, pour la sécurité des vols et un service de qualité : TOUT AVION ET TOUT PASSAGER AIR FRANCE DOIVENT ETRE TRAITES PAR DU PERSONNEL AIR FRANCE QUALIFIE.

C'est un cruel aveu d'impuissance lorsque le management n'a pour seul objectif que de trancher dans la masse salariale. C'est aussi porteur d'avenir que de s'inoculer volontairement un virus mortel...

Au niveau européen, le plan se décline déjà avec 150 suppressions de postes pour les salariés AF/KLM à Munich. La phase 2 de Transform est visiblement déjà en vigueur à l'étranger...

L'Etat français à la rescousse.....de nos concurrents

Nous évoluons dans un univers dérèglementé et complètement faussé. Les compagnies européennes en sont les premières victimes. Elles sont coincées entre les compagnies qui peuvent se placer sous la protection de leur Etat en cas de faillite comme les compagnies aériennes américaines et les compagnies de pays dits émergents qui sont en grande partie des compagnies d'Etat aux moyens colossaux.

Pour exemple, les compagnies du golfe, qui détiennent l'essentiel des réserves pétrolières de la planète, ont ainsi pu en pleine période de crise augmenter leurs capacités quand les compagnies européennes réduisaient leur offre...

Et pour couronner le tout, notre gouvernement actuel n'a pas hésité à sacrifier notre compagnie en accordant des créneaux supplémentaires à ces mêmes compagnies des Emirats contre des commandes d'Airbus et des contrats porteurs pour l'industrie nucléaire française. L'Etat français sacrifie Air France en s'inclinant devant les pétrodollars...

L'Etat français à la rescousse.....des patrons de l'aérien

Comme si nous n'avions pas déjà assez à faire face à ce vaste plan de détricotage de nos acquis sociaux, le gouvernement, décidément omniprésent en cette période pré-électorale, a décidé de passer en force une loi pour restreindre le droit de grève dans le transport aérien. Elle a été votée grâce à une procédure d'urgence dans la nuit du 24 au 25 janvier. Pour protéger Air France d'un risque de conflit social imminent ?

Chacun d'entre nous devra dorénavant se déclarer gréviste 48h avant le début d'un mouvement de façon individuelle face à sa hiérarchie. La grève spontanée, reconnue par le Code du Travail, est ainsi piétinée sans état d'âme par le gouvernement français !

Lorsqu'on pratique la politique du fait divers, on prend le risque de passer à côté des vrais enjeux. Le gouvernement se fout de la qualité du dialogue social dans les entreprises du transport aérien. Le baratin concernant le droit à l'information des voyageurs tente maladroitement de dissimuler le réel objectif : **détruire notre capacité à faire valoir nos droits pour mieux rassurer les marchés.**

Contrairement à ce que veulent faire croire la Direction d'Air France et le gouvernement, les salariés ne sont pas les responsables des maux du transport aérien.

Dernière minute : Les heures d'informations syndicales que nous sommes en train d'organiser partout dans l'entreprise rassemblent un nombre impressionnant de salariés non seulement inquiets mais très mécontents de la brutalité employée par l'entreprise à leur égard.

Sachons-nous faire entendre comme la quasi-totalité des Organisations Syndicales à partir du lundi 6 Février. Un tract spécifique suivra très prochainement.